

27 juin 2016 - Lettre de Jim Woodgett au sujet des réformes des IRSC. Lisez la version originale et ajoutez votre signature ici :

<https://docs.google.com/document/d/1nzzO0tskEat4da-9azA0sv1PogKt2NvKAN4Z0ErZdiE/edit?pref=2&pli=1>

À: l'honorable Jane Philpott

Ministre de la Santé

Chambre des communes

Ottawa,

Ontario, Canada K1A 0A6

27 juin 2016

Lettre ouverte à la ministre de la santé, l'honorable Jane Philpott,

Chère ministre Philpott,

Nous, soussignés, tenons à répondre à la crise imminente qui affecte sur les chercheurs en santé canadiens. Vous avez sûrement déjà entendu parler des préoccupations importantes et largement répandues de cette communauté de recherche au sujet des programmes réformés et des modifications au processus d'examen par les pairs des IRSC, mais nous tenons à expliquer la situation actuelle et vous faire comprendre pourquoi une action immédiate est impérative.

Le financement de la meilleure science est la pierre angulaire des programmes scientifiques nationaux qui visent l'impact le plus grand et le plus durable. Ainsi, le travail principal d'un organisme de financement est de veiller à ce qu'il sélectionne efficacement les meilleures propositions de recherche afin de leur attribuer des fonds. Ceci est loin d'être une tâche facile, puisque l'évaluation de la qualité doit inclure un jugement de la promesse d'avenir du projet, et que, par sa nature même, la recherche est imprévisible et risquée et nécessite une évaluation par des pairs. La recherche scientifique est également une entreprise mondiale pour laquelle on ne décerne pas de médailles d'argent ou de bronze. Le Canada est en compétition avec le monde, et a réussi à se tailler une belle place. C'est donc avec une certaine appréhension que nous, en tant que communauté de recherche, avons vu les IRSC proposer et mettre en œuvre une série de changements radicaux à ses principaux programmes de financement de la recherche scientifique et de sa méthodologie d'examen par les pairs, familièrement connu sous le nom des «réformes». Le bon sens dicterait que ces réformes soient mises en œuvre avec précaution pour éviter de nuire à l'infrastructure de recherche qu'elles sont censées améliorer. Cependant, les IRSC ont choisi une voie différente. Ils ont mis en place trois réformes distinctes simultanément : 1) ils ont changé les sources de financement de subvention; 2) ils ont changé le

processus d'écriture des demandes de subvention et 3) ils ont abandonné l'étalon-or international pour l'évaluation des demandes, soit la révision par discussion en personne par les pairs.

Le but principal de cette lettre est d'exprimer notre très grande inquiétude au sujet de ces réformes. Notre plus vive préoccupation concerne le processus d'évaluation de la première grande compétition de subvention "Projet", qui a révélé des failles importantes et qui a gravement miné la confiance de la communauté de la recherche en santé au Canada. Les problèmes sont multiples. Tout d'abord, puisque les IRSC ont entrepris les réformes à un moment où le financement était en baisse, ils ont dû annuler deux concours. En conséquence, la majorité des chercheurs en santé de ce pays ont appliqué à la dernière compétition. Malgré les avertissements, les IRSC se sont démenés pour trouver un nombre suffisant d'examineurs, et certains d'entre eux étaient inexpérimentés ou non qualifiés. En conséquence, ceci a conduit à un retard important dans l'envoi des candidatures aux évaluateurs, qui n'ont eu que 2-3 semaines pour accomplir leurs tâches (les demandes étaient entre les mains des IRSC pendant les 2 mois précédents cet envoi). Probablement en conséquence, un nombre important d'évaluations n'ont pas été soumises avant la date limite (les estimations sont d'environ 15%). L'expérience a été documentée par un certain nombre d'examineurs, ainsi que par des «présidents virtuels» - ce sont environ 140 scientifiques respectés chargés de s'assurer que les examinateurs respectaient les règles, et d'essayer de résoudre les divergences dans leur notation relative. Le niveau de frustration des présidents virtuels qui se sont exprimés est remarquable. Par exemple, ils ont constamment signalé qu'une fraction significative des examinateurs n'a tout simplement pas participé aux forums de discussion en ligne.

Le nouveau système d'examen par les pairs présente des failles profondes et se base sur des postulats erronés. Alors que les propositions de subvention sont examinées par des groupes d'experts scientifiques réunis dans un même lieu dans presque tous les autres organismes subventionnaires au Canada, et ailleurs au monde, les IRSC sont brusquement passés à un processus d'examen en ligne. Les examinateurs n'ont plus d'incitatif à la performance, normalement stimulé par la présence des pairs. Plusieurs présidents virtuels ont noté des cas de révision déficiente (indépendamment du statut du réviseur) qui n'étaient pas vu lors de révision face-à-face. Ceci contraste avec le haut niveau de préparation des réviseurs qui se rencontraient face-à-face, et qui étaient 100% concentrés sur les discussions au sujet des demandes.

Ces problèmes avaient été entièrement prévus par le milieu de la recherche, qui a présenté à plusieurs reprises ces préoccupations à la direction des IRSC au cours des trois dernières années. Les réponses des IRSC ont été largement condescendantes ou ont souligné le fait que ces compétitions constituaient des compétitions «pilotes» qui seraient améliorés. Mais lorsque plus de 75% des chercheurs actifs en santé au Canada n'ont pas d'autre choix que d'appliquer à la dernière compétition «Projet», on ne peut plus la considérer comme un «test». Ces chercheurs n'avaient pas d'autre option puisque les autres possibilités de financement avaient été retirées. Le financement de plusieurs chercheurs tire à sa fin et des milliers d'emplois et de diplômes supérieurs sont sur la ligne. De plus, la situation risque très probablement d'empirer car il n'y a que deux compétitions cette année, mais trois prévues pour l'an prochain. Les réformes ont causé beaucoup d'imprévisibilité, ce qui provoque un manque de confiance généralisée dans le processus d'examen et envers l'agence elle-même. Il y a peu d'espoir que les meilleures idées et

projets soient financés. Nous postulons que ceci représente un échec fondamental dans l'exécution du mandat principal des IRSC.

Nous suggérons qu'il existe une solution et que plus elle sera mise en œuvre tôt, moins les dommages seront importants. Les IRSC doivent suspendre immédiatement le déploiement des réformes et rétablir la révision par des panneaux d'expert où les scientifiques se réunissent et discutent en personne. Avec une communauté de recherche motivée, cela pourrait être réalisé à temps pour l'arbitrage des compétitions cet hiver - mais une décision doit être prise à la mi-été. Un tel retour à des méthodes d'arbitrage éprouvées irait loin pour restaurer la confiance des chercheurs en santé du Canada et de leurs étudiants et stagiaires (notre avenir), et pour restaurer les IRSC à l'étalon-or internationalement acceptée de l'examen scientifique. Nous vous demandons d'agir maintenant et d'exiger des IRSC un retour à l'évaluation par panels d'experts face-à-face, puisque le temps presse. Les enjeux sont trop grands pour beaucoup de nos collègues – nous ne pouvons permettre un autre épisode de cette expérience ratée.

Cordialement,

Jim Woodgett, directeur, Lunenfeld-Tanenbaum Institut de recherche *

Voir la liste complète des signataires dans le document suivant :

Version originale anglaise :

To Rt. Hon. Jane Philpott

Minister of Health

House of Commons

Ottawa,

Ontario, Canada K1A 0A6

27th June 2016

Open Letter to the Minister of Health, the Rt. Honourable Jane Philpott,

Dear Minister Philpott,

We, the undersigned, wish to address the imminent crisis facing Canadian health researchers. We are sure that you have already heard of the significant and broadly based concerns of this research

community regarding the reformed programs and peer review processes at CIHR, but we wish to explain the current situation and why immediate action is imperative.

Funding the best science is the keystone of national science agendas that aim to achieve the highest and most lasting impact. Thus, a funding agency's primary job is to ensure that it effectively selects the very best research proposals to receive funding. It is by no means an easy task as quality assessment is about judging future promise and, by its very nature, research is unpredictable and risky and requires expert peer evaluation. Scientific research is also a global activity where there are no silver or bronze medals. Canada competes with the best in the world (and has done very well). It was therefore with considerable trepidation that we, as a research community, watched the CIHR propose and implement a radical series of changes to both its primary investigator-initiated research programs and to its methodology for peer review, colloquially known as the "Reforms". Common sense would dictate that reforms be implemented carefully to avoid harming the very research infrastructure they are meant to support. However, the CIHR chose a different route. They implemented 3 distinct reforms simultaneously; 1) they changed the grant funding streams; 2) they changed the grant writing process and 3) they abandoned the international gold standard of face-to-face peer review.

The primary reason for this letter is to express our extreme alarm at the course these reforms have taken. Of gravest concern, the adjudication process of the first major "Project" grant competition has revealed significant flaws that have severely undermined the confidence of the Canadian health research community. The problems are several-fold. Firstly, because CIHR initiated the Reforms at a time when funding was declining in real terms, they had to cancel two competitions. As a consequence, the majority of this country's health researchers applied to the latest competition. Despite warnings, CIHR scrambled to find sufficient reviewers, at least some of whom were inexperienced or unqualified. In turn, this led to a significant delay in sending applications to reviewers, such that they were given only 2-3 weeks to complete their tasks (CIHR had the grants for 2 months prior). Likely as a consequence, a substantial number (estimates are ~15%) of reviews were not even submitted by the deadline. The experience has been documented by a number of reviewers as well as "Virtual Chairs" – these are ~140 respected scientists tasked with ensuring reviewers were complying and trying to resolve discrepancies in their relative scoring. The level of frustration of the Virtual Chairs who have spoken out is remarkable. For example, they've consistently reported that a significant fraction of reviewers simply didn't participate in the asynchronous, online discussions.

The design of the new peer review system shows deep flaws and erroneous assumptions. Instead of having grant proposals be reviewed by expert panels of scientists in the same place, as is the practice of virtually every other Canadian granting agency, and worldwide, CIHR abruptly switched to an online review process. This removed the peer pressure for reviewer performance. Multiple Virtual Chairs noted instances of poor reviewing behaviour (independent of seniority of the reviewer) that simply was not experienced in the face-to-face system previously employed. By contrast, scientists do not come to physical meetings unprepared and they are 100% focused on the review discussion.

These problems were entirely foreseen by the broader research community, which repeatedly presented these concerns to CIHR leadership over the past 3 years. Responses from CIHR were largely

dismissive or pointed to the fact these are “pilot” competitions that will be improved. But when over 75% of active Canadian health researchers have no choice but to apply to the latest Project competition, this can no longer be viewed as a test. These researchers had no options as other opportunities for funding were removed. Their research support is rapidly running out and there are thousands of jobs and postgraduate degrees on the line. Moreover, the situation is very likely to get worse as there are only two competitions in the current fiscal year, but three planned for the next. The new processes have injected unpredictability, causing widespread lack of confidence in the review process and the agency itself. There is little hope that the best ideas and projects will be funded. We posit this represents a fundamental failure of CIHR’s primary mandate.

We suggest there is a solution and the sooner it is implemented, the less damage will be incurred. That is for CIHR to suspend the roll out of the Reforms and to reinstate expert panel-based reviewing where scientists meet and discuss in person. With a motivated research community, this could be achieved in time for adjudication of the competitions this Winter – but requires a decision be made by mid-Summer. Such a return to proven adjudication methods would go far in returning the confidence of Canadian health researchers and their trainees (our future), and restore CIHR to the internationally accepted gold standard of scientific review. We urge you to act now to require CIHR to return to face-to-face expert panels, as time is of the essence. There is much at stake for far too many of our colleagues to endure another episode of this failed experiment.

Sincerely,

Jim Woodgett, Director, Lunenfeld-Tanenbaum Research Institute*